Le lendemain, 17, le Dr. Jos. Davignon et P. Desmarais, notaire de St. Jean, étaient conduits comme prisonniers a Montréal par un corps de cavalerie volontaire. Tous deux étaient dans une voiture couverte, garrottés indignement. Quelques patriotes de Longueil informés de ce fait, s'armerent a la hâte, et sous le commandement du capitaine . . . . . et du lieutenant . . . . . se rendirent a quelque distance du village pour y attendre leurs malheureux compatriotes et les délivrer.

La cavalerie rendue a portée de fusil, ils la sommèrent de leur remettre les prisonniers. La réponse fut une decharge ; alors les patriotes a leur tour firent feu, blesserent quelques-uns de leurs adversaires, et tuèrent plusieurs chevaux. Quelques-uns des cavaliers avant de fuir, eurent la barbarie de décharger leurs pistolets sur les prisonniers, mais heureusement sans succès. Remarquons ici que les prisonniers n'étaient pas responsables du fait de leurs libérateurs, mais l'ordre de les tuer en pareilles circonstances avait été donné a leur escorte : car de tels ordres furent donnés depuis en présence même des malheureux qu'on privait de la liberté. MM. Desmarais et Davignon, après qu'on eut limé leur fers, se retirerent aux Etats-Unis.

La manière atroce dont ces prisonniers avaient été traités, lorsque leur crime était d'être Patriotes, excita l'indignation générale, et les neuf-dixiemes des habitans du Canada, qui se faisaient gloire d'entretenir les mêmes sentimens politiques, eurent a redouter un sort semblable. Aussi le désir de conserver sa liberté, la crainte d'un traitement cruel, l'horreur d'un cachot sonnerent le tocsin d'alarme. Sur plusieurs points du district de Montréal, une partie de ses habitans se rallierent autour des principaux citoyens, pour en être protégés et s'en faire des chefs en cas d'attaque ; mais il ne paraît pas néanmoins qu'en aucune partie du Canada on ait songé sérieusement a secouer le joug de l'Angleterre, quelque pesant qu'il fût ; aucuns préparatifs en armes et en munitions n'avait été faits, et nul acte ne le montre évidemment.

La défaite des cavaliers a Longueil, quelque peu importante qu'elle fût, ne laissa pas de jeter quelque frayeur parmi les ennemis des Canadiens. Un corps assez considérable de militaires qui arrivaient en ce moment a Longueil, qui entendirent le bruit de la fusillade, s'imaginant que le mouvement était plus considérable, s'embarquèrent immédiatement pour Montréal.

Les patriotes de St. Charles s'étaient emparé du manoir du lieu pour en faire un quartier-général et s'y retrancher en cas d'attaque. T. S. Brown, avec le titre de général, conduisait les travaux. Il fit abattre des arbres et en fit des retranchemens qu'il consolida avec du gazon. Des meurtrieres furent percées dans les granges, les hangars. Les travailleurs mettaient un zèle ardent à exécuter ces durs travaux, pendant une saison rigoureuse, presque sans prendre de nourriture, de repos ni jour ni nuit. Il manquait à St. Charles toutes les choses indispensables pour faire la guerre: argent, vivres, armes, munitions et organisation ; le général Brown n'avait prévu a rien. Au lieu d'émettre un papier-monnaie, les forces patriotes se soutenaient avec des bons chez les marchands, et un peu d'argent que plusieurs avaient avancé ou qu'on avait eu par contribution forcée de quelques-uns des individus du voisinage qu'on avait jugé a propos d'arrêter. Une reconnaissance leur fut donnée des petites sommes qu'on avait trouvées sur eux. Ces prisonniers, au nombre de cinq ou six, furent traités avec égard et humanité. On pouvait se procurer du bœuf et du lard, mais peu de pain. Les patriotes qui ne s'étaient pas attendus a recourir a la force physique, étaient dénués d'armes et de munitions ; il n'était plus tems d'en faire venir des Etats-Unis. Les fusils de chasse qu'on avait pu se procurer étaient en mauvais état, ils ne furent même pas mis en ordre, ni on ne prit la précaution de ne pas en laisser sortir un seul du camp ; il aurait même fallu se mettre en possession de tous ceux qu'on aurait pu trouver a St. Charles et dans les paroisses voisines, ainsi que de la poudre, du plomb et des balles qui pouvaient y être.—Quant à l'organisation, il n'y en eut aucune ; le matin on voyait au camp trois ou quatre cents hommes, l'après-midi il s'en trouvait plus de mille, le soir la plupart se retiraient. Un soir il ne se trouva pas au camp vingt-cinq hommes. L'organisation aurait remédié a cet inconvénient. Par le défaut d'ordre et de prévoyance, par l'absence de toute discipline, par l'ignorance des moyens à employer en de telles circonstances, le jour de la bataille, au lieu d'une soixantaine de fusils qu'eurent les patriotes, ils auraient pu s'en procurer quelques mille et dix fois plus de combattans.

Le 4 de décembre avait été fixé pour convoquer une convention. Afin de comprimer l'insurrection, il était de la politique du commandant des forces anglaises, sir John Colborne, de l'attaquer a sa naissance. C'est ce qu'il fit.

Plus de mille hommes de troupes venant de Sorel et de Chambly, devaient fondre en même tems sur St. Charles. Le lieutenant Weir, officier anglais, en habit bourgeois, ayant des dépêches pour le colonel Gore, fut arrêté près de St. Denis, le 22 novembre. Il est a présumer que le corps d'armée qui se trouvait à Sorel sous le commandement du colonel Gore, ne s'attendait qu'à une faible résistance à St. Denis, dans son passage pour opérer une jonction à St. Charles avec les troupes du colonel Wetherall. Cependant le brave Wolfred Nelson, à la tête d'une cinquantaine d'hommes armés, s'était retranché dans quelques maisons, pour s'opposer au passage des troupes. Le lendemain, 23, vers neuf heures du matin, on en vint aux mains. A midi les patriotes reçurent quelques renforts de Coutrecœur et de Saint-Charles.—*A Continuer.*

*Extraits divers des Journaux Français.*

D'après les nouvelles de Paris jusqu'au 10 juillet, apportées a Boston, par le Switzerland, venant du Havre, la chambre des députés, après de longs débats, a voté 8,000,000 de francs pour continuer les travaux publics entrepris en vertu des lois de 1821 et 1822.

Pour cette résolution il y eut 233 voix, contre 48.

L'amiral Baudin était attendu chaque jour à Brest. On disait qu'il aura le commandement de l'escadre du Levant.

La marine Russe est formée de cinq grandes divisions, trois sont stationnées dans la Baltique, et deux dans la mer-Noire. La Russie a maintenant en mer 43 vaisseaux de ligne, chacun étant monté de 1100 hommes, les officiers compris. Sa marine effective dans la Baltique est de 30,000 hommes, et de 19,800 hommes dans la mer-Noire ; ce qui donne 50,600 hommes. Le tout pris en semble, rien ne peut être plus mal organisé.

— Skrynecky, le dernier chef héroique des Polonais, a été nommé commandant en chef de l'armée Egyptienne.

On écrit de Douai :—« Une chose digne de remarque, c'est que les numeros des deux régimens qui forment en ce moment la garnison de Douai, ont donné chacun un souverain à l'Europe. L'empereur Napoléon sort du 4e. régiment d'artillerie, et Bernadotte, a servi dans les rangs du 60e. de ligne.

*Expositions des Produits de l'Industrie Française.*—La plûpart des gouvernemens ont envoyé des commissaires spéciaux pour étudier les produits de l'exposition de l'industrie française.

Il est remarquable que ce soit la Russie qui la première ait donné l'exemple de ces sortes d'ambassades, dont elle retire d'inappréciables avantages. Le baron Meyndorff a facilité l'introduction en Russie d'une foule d'industries nouvelles qui n'y seraient peut être jamais entrées.

La Prusse et la Suède n'ont pas tardé à imiter la Russie, et aujourd'hui presque tous les états ont senti le besoin d'entretenir à l'étanger des missions technologiques, remplies, non par des beaux noms, mais par des hommes distingués dans les sciences pratiques.

La Belgique a envoyé M. Jobard, fort connu en France par la variété de ses découvertes et les services que ses écrits ont rendus à la Belgique.

La Hollande a chargé M. Preveniaire, un de ses premiers fabricants, d'étudier la partie des tissus et des mécaniques de notre exposition.

La Bavière a nommé le docteur Hermann savant professeur d'economie politique a l'Université de Munich.

La Norwege elle-même a pour représentant le recteur Borch.

Naples est représentée par le chevalier d'Agostino, amateur distingué des sciences technologiques : l'Angleterre, par le docteur Bowring.

Des lettres de Bagdad annoncent un débordement du Tigre, qui a submergé presque toute la ville. On croit que plus de 1,000 maisons ont été détruites.

Les trois découvertes importantes—l'invention de la poudre a canon ; l'usage du compas, ou la propriété de l'aimant de se tourner naturellement vers le nord, et l'art de l'imprimerie, étaient connus des Chinois. La première de tems immémorial, le second vers A. D. 121—et le dernier, environ 950 A. D.

Il est consommé dans le royaume de la Grande-Bretagne, 41,537,188 gallons d'eau-de-vie par an, 41 millions de gallons de poison! Peut-on s'étonner que la pauvreté, le crime et la mortalité fassent là de si grands progrès.

Statistique des papiers nouvelles.

D'après le Mercantile Journal de Boston, il y a 71 papiers nouvelles publiés a Londres, dont 12 sont publiés tous les jours, a Liverpool il n'y a point de journal quotidien de publié, le Mail est publié trois fois la semaine, et le Standard deux fois la semaine, outre 10 papiers hebdomadaires. Dans les autres villes d'Angleterre on compte 211 journaux tous publiés une fois par semaine. En Ecosse il y a 55 papiers, dont 12 sont publiés a Glasgow et 11 a Edimbourg. En Irlande il y a 77 journaux, dont 16 sont publiés a Dublin. Dans l'Ile de Jersey, il y a 9 papiers ; au Guernessey 4 ; et dans l'Ile de Man 4. Le nombre total des journaux publiés en Angleterre et ses dependances sont de 443.

SUISSE.

L'Etat politique des affaires dans l'Etat de Berne est très critique. Les habitans des districts du Jura aspirent à compléter leur indépendance, et ceux d'Oberland commencent a exprimer les mêmes intentions. Deux commissaires ont été envoyés dans le Jura pour s'assurer de l'état de l'esprit public ; mais l'attitude d'Oberland dépendra de l'issue des affaires du Valais. Il n'est pas encore bien connu quelle politique adoptera la Diète prochaine ; si la majorité refuse de recevoir les députés des deux districts du Valais, la constitution nouvelle de ce canton devra être supportée par la force des armes. Les habitans du Haut-Valais, paraissent déterminés à ne se pas soumettre tant que leurs moyens de défense ne seront pas épuisés.

ANGLETERRE.

Les nombreuses captures récemment faites des navires négriers ont déterminé le *Morning Advertiser* a présenter quelques observations à ce sujet. En 1807 ce trafic ne dépassait pas, suivant les évaluations de l'époque, 70,000 ou 80,000 têtes. La traite est abolie depuis trente ans, et à partir de l'abolition 150,000 nègres sont arrivés chaque années dans l'hémisphère occidental. A cela il faut ajouter que sur un homme qui débarque on est obligé d'en sacrifier deux. En ce moment il y a dans les Etats-Unis environ 2 millions 500,000 esclaves et 2 millions au Brésil, et si l'on faisait un relevé de tous les nègres qui se trouvent dans les Etats de l'hémisphere occidental, on en trouverait 5 millions. Depuis trente ans l'Angleterre a dépensé 20 millions de livres sterl. pour extirper cet odieux trafic ; mais jusqu'à ce jour ses efforts ont été infructueux.

INDES OCCIDENTALES.

Le brick de guerre français *l'Harcostant*, ayant a bord le général Bertrand, le noble ami et compagnon de l'Empereur Napoléon, est arrivé à Ste-Lucie. Le général Bertrand a été nommé par le gouvernement français pour prendre des informations sur la mesure a adopter pour l'émancipation des nègres. Il fait une tournée dans les antilles anglaises.

GRENADE.—L'irresponsabilité du pouvoir se fait aussi sentir à l'Isle de Grenade. La chambre d'assemblée vient de déclarer que la continuation de M. Sanderson dans l'office de juge en chef de l'Isle serait préjudiciable aux meilleurs intérêts de la société. Cet officier avait fait emprisonner un journaliste qui s'était permis de glosser sur sa conduite officielle,

AMERIQUE DU SUD.

Une révolution a éclaté dans Cordova et dans Mendoza ; le brigadier Calderon, à la tête de 200 Correntos, a défait 400 hommes des troupes de Arios, les passant tous au fil de l'épée.

Le gouvernement de la République Orientale se prépare a soutenir une guerre vigoureuse : l'armée de la République s'augmente de 6,000 hommes, le gouvernement est autorisé a enrôler les étrangers : un emprunt de 4 millions de pastres est levé.

Oribe est en faveur avec Roras, et Garzon sera mis en avant comme Président de la République Orientale. Le dictateur continue à poursuivre son système de terreur ; il a ordonné de fusiller 11 personnes qui avaient refusé de suivre l'armée. L'une d'elle se suicida dans la *voiture* qui la conduisait au *supplice*.

TEXAS.

Le bruit public qui court de l'arrivée de quatre mille hommes de troupes mexicaines dans le voisinage de Matamoras, produisit quelque excitement parmi le peuple du Texas, qui était préparé à les recevoir ; et un détachement considérable des troupes du Texas a marché vers la frontière nord, afin de repousser une invasion de sauvages dans cette partie.

MEXIQUE.

*Les dernières dates reçues à la Nouvelle-Orléans du Mexique.* Les nouvelles les plus importantes sont que ce pays est tranquille et que le commerce et la confiance se raniment. Le second paiement de la dette à la France devait se faire avec ponctualité à Vera Cruz. Urrea, par le traité qui a suspendu les hostilités du gouvernement fédéral, devait garder son rang de brigadier général ; on le lui a ôté depuis : et il est défendu aux personnes concernées dans la dernière insurrection de demeurer dans la ville de Mexico et dans aucune place fortifiée de la république. Le congrès Mexicain a refusé de concourir avec Santa Anna dans ses intentions hostiles contre le Texas ; et Bustamente a laissé Tampico pour mexico afin de reprendre la *Présidence*.

# LE PATRIOTE CANADIEN.

BURLINGTON, V.T.

MERCREDI SOIR, 21 AOUT 1839.

☞ Voir le Postscriptum. ☜

POSSESSION PRÉCAIRE DU CANADA, DISPENDIEUSE A L'ANGLETERRE.

Le 5 juillet l'exposé du chancelier de l'Echiquier en présentant le Budget, montre que le Canada a coûté à la Grande-Bretagne dans le court espace de trois ans, la somme de 1,753,000 louis, outre les 50,000 liv. sterl. de dépenses annuelles ordinaires et les frais excessifs de deux commissions ; celle de Lord Durham surtout.

On ne doit pas s'étonner de voir figurer une somme aussi énorme, quand on jette un regard sur l'accroissement progressif des forces militaires dans ce malheureux pays.

En 1836 et 1837, les troupes régulières dans les Canadas étaient au nombre de 4,611, chiffre ordinaire. Le 1er. janvier 1838, ce chiffre s'élevait à 5,619 ; en avril 1838, à 7,499, et le 1er. janvier 1839, à 13,217, non compris l'artillerie.

D'après le Lewiston Telegraph les forces régulières actuelles, en omettant l'artillerie, sont de 14,972.

Le chancelier n'avait pas les retours des forces irregulieres pour 1838, mais outre les troupes régulières, on a employé dans le Haut-Canada 21,000 hommes de milice sédentaire et incorporée ; dans le Bas-Canada 3,755 ont été employés au service actif, outre 8,258 hommes de milice locale et sédentaire : de sorte qu'avec les forces régulières, on a maintenu 33,067 hommes dans les deux provinces. Ainsi, d'après l'exposé du chancelier de l'Echiquier, il a fallu employer plus de 46,000 hommes pour comprimer les mécontentemens au sein d'une population d'un million d'âmes environ.

Telles sont donc les forces militaires employées par l'Angleterre pour enchaîner et tyranniser les infortunés Canadiens. Est-il permis de croire, d'après cela, que la possession des Canadas soit plus profitable qu'onereuse a l'Empire Britannique !

D'un autre côté, le 5 juillet, la recette de l'année en Angleterre avait été de 47,833,000 l. ster. et la dépense de 48,263,000 l. ster. ce qui donne un excès de 430,000 l. ster. non compris les dépenses de 1,053,000, encourues au Canada, qui ne sont pas portées dans les comptes. Les finances du gouvernement colonial sont-elles dans une situation plus heureuse ! Le transcript du 9 de juillet va répondre ; « le grand malheur, dit-il, de notre position actuelle est le « découfiture du gouvernement provincial sous le « point de vue pécuniaire. Il n'a pas d'argent « pour ses besoins les plus pressans, et, quoi- « qu'il ne doive rien, il ne peut s'en lever ni « par prêt, ni par acte législatif. »

Il est difficile de se faire une idée des sacrifices que la Grande Bretagne s'impose pour maintenir des forces dans toutes ses colonies.

Le tableau des paiemens effectués par les caisses militaires pour les colonies anglaises, du 1er. avril 1836 au 31 mars 1837, ne laisse pas que de prouver combien ces dépenses sont considérables : elles s'élevaient à 2,727,922 l. ster. Pour le Canada seulement la dépense fut de 219,718 livres sterl.

Le tableau statistique des possessions Britanniques dans l'Amérique du Nord, dans l'Amérique du Sud, dans les Indes Occidentales, en Afrique, dans l'Australasie, en Asie et en Europe donnent une étendue de 885,431,160 acres, et une population de 4,490,000 âmes, auxquelles on peut encore ajouter les territoires de l'Indostan, et au-delà de l'Indostan, qui sont ou tributaires ou sous l'influence du gouvernement de la Compagnie des Indes Orientales, qui contiennent 1,096,210 milles carrés, et une population de 135,522,517. âmes

D'après ce tableau, en cas de guerre, pour retenir la possession de ces colonies, la plupart a des distances si considérables de l'Angleterre, on peut juger qu'il faudrait une dépense excessive, et des flottes et des troupes formidables.

Il est aussi plus que probable que la perte de plusieurs de ces possessions serait une suite nécessaire de la guerre. Mais dès-lors, comme plusieurs de ces colonies sont nécessaires de leur métropole, qu'elles ne peuvent point leurs propres dépenses, leur perte, loin d'être nuisible, en réalité devrait être considérée comme un gain à l'Empire Britannique.

La Guerre des Américains coûta à la fière Albion des milliers d'hommes, et la somme énorme de $641,509,433.

Etrange maladie de l'injustice et de l'ambition des Rois ! Après avoir sacrifié des milliers d'hommes pour acquérir et conserver une possession éloignée, il faut en immoler encore plus pour la perdre !

Les anglais si jaloux chez eux de la liberté, se jouraient-ils de celle des Canadiens ! Ne reconnaîtraient-ils les droits de l'homme que pour eux ! L'Angleterre ne voit-elle donc plus le menaçant spectacle de ses terribles expériences ! Les a-t-elle oubliées !

Si les assassinats juridiques, les dévastations, le viol, les massacres, les incendies, l'emprisonnement de plus d'un millier de Canadiens produisent leurs résultats naturels, la haine contre une tyrannie qui découle directement de la politique haineuse et partiale, non plus du gouvernement Colonial seul, mais aussi du gouvernement de la Métropole, au lieu de la terreur qu'on cherche à inspirer, ces souffrances seront vengées dans un avenir prochain.

Si les Canadas sont condamnés à soutenir seuls la lutte contre l'empire Britannique en paix, ils succomberaient. L'Angleterre doit se convaincre qu'elle ne pourra les conserver qu'en tems de paix, et au moyen d'une force armée permanente ; mais que du moment où elle sera embarrassée dans une guerre étrangère, ou agitée à l'intérieur, les Canadas sont perdus pour elle.

Tous les sacrifices qu'elle fait ne sont que dans l'intérêt d'une minorité dont les excès la déshonorent. Son commerce diminuera rapidement au Canada, et dès lors la caste privilégiée devra s'affaiblir, tandis que la caste persécutée, les cultivateurs, se fortifieront en devenant de plus en plus économes, en ne se livrant a aucun luxe, en ne faisant usage que des produits de leur industrie, et en se passant des articles importés par leurs oppresseurs, sur lesquels pesent les taxes.

Le Gouvernement anglais s'est quelquefois livré à d'horribles proscriptions, comme dans la dépossession de la malheureuse Acadie : les mêmes mesures sont peut-être dans ses vœux, mais elles ne sont plus a sa portée : parceque de refouler les Canadiens dans les Etats-Unis, ce serait leur imposer la nécessité de recourir aux armes dès que l'Angleterre désarmerait cette province. Les Canadiens désespérés deviendraient des ennemis plus formidables et plus hardis.

Par les crimes qui ont été commises, la réconciliation est impossible entre le Canada et la Métropole. L'honneur et l'intérêt anglais exigent que ce pays soit abandonné. L'Angleterre ne pourra plus affaiblir le montant de la force armée qu'on paie en Canada. Plus se prolongera le séjour de l'armée anglaise dans cette Province, plus s'augmenteront les désertions. Elle a déja recouru à une armée de vagabonds loyalistes pour garder l'armée régulière. Leur brutalité, non seulement envers les Canadiens, mais aussi contre les américains, avec qui ils se trouvent en rapport journalier sur la frontière, est toujours une occasion prochaine de guerre. Ils veulent l'amener, parce que le système de guerre leur profite. Les américains de la frontière la désire aussi, contre le vœux de leur gouvernement ; il est a croire qu'elle est inévitable, et que l'Angleterre perdra forcément le Canada. N'y ayant que des ennemis dans ce cas, ils repousseront pendant longtems l'usage des produits anglais.

Un abandon fait a tems par l'Angleterre, lui serait honorable, et par cet acte de générosité, elle se conserverait des amis utiles après la séparation.

Le commerce des possessions anglaises, aujourd'hui les Etats-Unis, ne fut jamais si avantageux a l'Angleterre qu'il ne l'a été du moment que leur indépendance a été reconnue.

Avec des dépenses si énormes que celles que nous venons de signaler, et que les Canadas forcent la Grande-Bretagne à se livrer pour les garder militairement, quand elle ne peut plus les gouverneur que par l'intrigue et la menace ; avec des gouvernemens situés comme ceux des Canadas, n'étant fondés que sur la force des baïonnettes et la terreur, l'autorité de la Reine Victoria dans cette partie de l'Amérique du Nord ne pourra point se maintenir long-tems. Nous le répétons donc, la seule politique sage à adopter ne peut être que la reconnaissance de l'Indépendance des Canadas. En déchargeant l'Empire Britannique d'un fardeau écrasant, les résultats seraient favorables pour l'Angleterre, de nuisibles qu'ils lui sont, et qu'ils lui seront certainement dans l'avenir.

Le Bas-Canada ne sera jamais réconcilié à d'autres combinaisons politiques qu'a celle qui, mettant tous les citoyens sur un pied d'égalité, donneraient à la majorité numérique l'influence prépondérante dont elle est digne, et qu'il est juste de lui accorder. Mais comme il est plus que probable qu'il n'en sera rien, une réconciliation devient dès lors impossible.

Le ministre anglais est compromis, et s'est prononcé par une suite de mesures injustes et dégradantes pour tous les colons des possessions Britannique, mais avec un redoublement d'indignité contre les Canadiens ; et leurs actes, et leurs débats ont laissé percer des antipathies et des préjugés contre les Canadiens à raison de leur origine, dignes seulement des hommes sans principes qui ont figuré dans leur administration provinciale. Il est assuré que leurs combinaisons politiques, que leur but de l'union des deux Canadas, ne tendent qu'à noyer l'influence du nombre, pour la donner a une minorité favorite.

La France, si forte, si généreuse, sera-t-elle toujours assez esclave, par son alliance avec l'Angleterre, pour voir cette flétrissure imposée sur les malheureux Canadiens, parce qu'ils descendent d'elle, sans qu'elle ne la prévienne ou qu'elle ne la punisse ?

*LA PRESSE AU CANADA.*

PRÉDICTION DE PIERRE DUCALVET.

Ce patriote distingué et malheureux, qui a souffert les persécutions les plus atroces sous le gouverneur Haldiman, et qui fut jeté a la mer, avec son fils, par ordre de ce tyran, dit dans son mémoire imprimé a Londres en 1784 :

« Le gouvernement anglais deviendra si hostile et si tyrannique envers la presse libérale au Canada, que les journalistes indépendans et incorruptibles seront obligés de chercher un refuge sur la terre libre des Etats-Unis, pour y publier leurs journaux. »

Cette prédiction faite, il y a plus d'un demi siècle, par un citoyen respectable, qui paya, par la perte de tous ses biens et de sa vie, la publication d'un mémoire dans lequel il dévoilait toutes les turpitudes des employés du gouvernement, s'est accomplie à la lettre. L'infortuné Ducalvet fut la première victime. Et combien d'autres citoyens n'ont-ils pas souffert dans les cachots pour leur généreux dévoûment a la cause populaire, et leurs efforts pour éclairer leurs concitoyens sur leurs droits les plus chers !

Après avoir enduré plusieurs emprisonnements et diverses persécutions, après avoir soutenu les droits de nos compatriotes, et finalement, après avoir été banni de la terre natale, nous avons cru devoir continuer à servir la cause du peuple dans l'exil, en publiant un journal dans la langue de la masse de nos compatriotes. Nous n'avons pas assailli nos adversaires par des publications clandestines, par des libelles, par des personnalités ou des injures ; nous les combattrons toujours ouvertement en présence du public impartial.

Nous avons fait plus. Lorsque nous publiâmes la réfutation du rapport de lord Durham par l'hon. L. J. PAPINEAU, nous en avons adressé, par deux différentes reprises, des copies à tous les journaux du Canada. Aucun d'eux n'a eu la politesse, comme cela se pratique en pareil cas, de nous en accuser réception. Nous avons de même adressé notre journal aux éditeurs des journaux des deux Canadas. Et, ce que nous n'avons pas trouvé nouveau ni étrange, on nous a répondu par des injures, les plus basses et les plus viles, dignes de leurs auteurs enfin.

Pour donner au public des Etats-Unis, une idée de la presse tory du Canada, pour lui faire connaître quels ennemi nous avons à combattre, nous reproduisons la réponse que nous a faite l'éditeur d'un journal du Haut-Canada en nous renvoyant notre famille.

« You infernal Rebel how dare you send « this vile paper to a conservative journal. I hate « you, *go to hell* and get your desert.—« Ed. C. & G."—C'est-à-dire, Editeur du *Chronicle and Gazette*, papier publié à Kingston, Haut-Canada.

Voici la traduction :—Vous Rébelle infernal, comment osez-vous adresser ce vil papier a un journal conservatif. Je vous déteste, allez au diable ; c'est ce que vous méritez.

De pareilles injures ne méritent pas qu'on y fasse des commentaires. Nous ne les reproduisons que pour donner a nos lecteurs une idée de la politesse, du bon goût et du savoir vivre de quelques-uns des éditeurs à gages du gouvernement au Canada. La discussion les épouvante ; leurs consciences sont donc bien